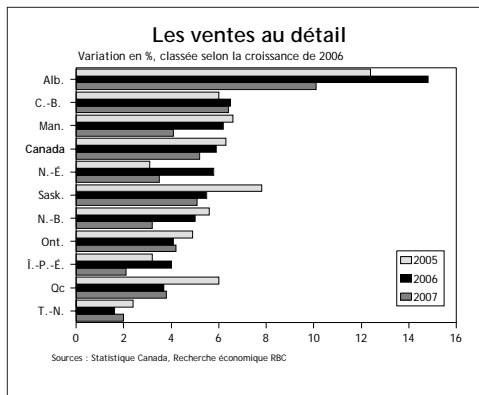


L'INFLUENCE DES FACTEURS RÉGIONAUX SUR LA CONSOMMATION

Novembre 2006



Amy Goldbloom

Économiste
Recherche économique RBC
(416) 974-0579
amy.goldbloom@rbc.com

Les dernières prévisions provinciales:
www.rbc.com/economie/marche/pdf/provf.pdf

L'économie canadienne doit relever quelques rudes défis. Sa compétitivité continue de s'éroder sous l'action conjuguée d'une concurrence étrangère toujours plus féroce, du renchérissement des matières premières et de l'appréciation du dollar. Le ralentissement mondial — principalement attribuable aux États-Unis — aggravera les difficultés de son secteur exportateur. La croissance canadienne reste grevée par le commerce extérieur, sur le front intérieur, en revanche, elle demeure fermement soutenue par une consommation étonnamment résistante aux chocs.

Les tendances nationales masquent toutefois des évolutions distinctes d'une province à l'autre de l'emploi, des revenus, de la fiscalité, du marché immobilier et de l'inflation, qui ont une influence sur la consommation. Si les prévisions de dépenses de consommation sont meilleures dans l'Ouest du pays, c'est parce que le fardeau fiscal y est moins lourd, la croissance du revenu, plus rapide et l'appréciation de l'immobilier résidentiel, plus forte qu'ailleurs.

Mais, le tableau d'ensemble demeure satisfaisant dans le reste du pays, même sans compter ces points chauds. L'Ontario doit certes composer avec les déboires du secteur manufacturier, qui réduiront sa croissance cette année et en 2007, mais la province devrait échapper de justesse à la récession grâce à la consommation et connaître un vigoureux rebond en 2008 dans le sillage des États-Unis. En parallèle, la consommation se tassera légèrement au Québec et dans les provinces de l'Atlantique sans affecter gravement les ventes au détail.

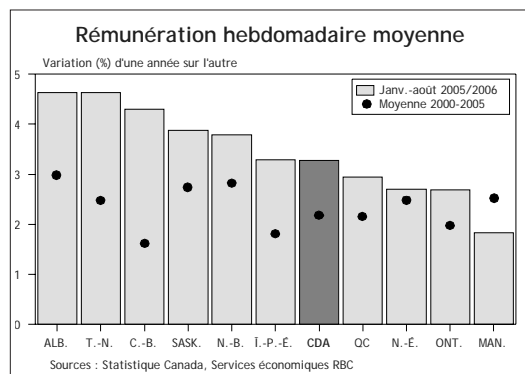
Tensions du marché du travail gonflant les salaires

La tension qui règne sur les marchés du travail fait monter les salaires. Le taux national de chômage frôle toujours un plancher historique, et la création d'emplois conserve un rythme vigoureux de 26 000 postes en moyenne par mois depuis le début de l'année. L'effet sur les salaires est d'autant plus net que la plupart de ces postes sont à temps plein, donc généralement mieux rémunérés.

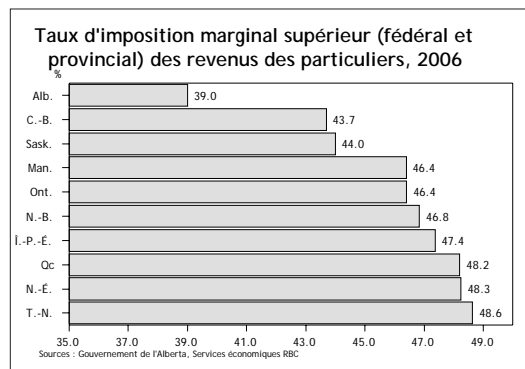
C'est en Colombie-Britannique et en Alberta que l'emploi a le plus augmenté cette année. À elle seule, l'Alberta a produit la moitié des nouveaux postes d'octobre dernier, ce qui a ramené son taux de chômage à 3 %, un record. Le secteur de la fabrication, pour l'essentiel en Ontario et au Québec, a continué de perdre des emplois mais les services sont parvenus à pallier ce recul, assurant aux provinces centrales une progression honorable. Dans la région de l'Atlantique, enfin, la croissance de l'emploi est inférieure à la moyenne nationale, mais demeure assez saine.

Malgré d'indéniables fragilités, surtout dans le Centre et l'Est du pays, les marchés du travail resteront probablement soumis à une tension telle que les salaires continueront à monter. Les gains les plus importants à ce jour se sont produits en Alberta, à Terre-Neuve et en Colombie-Britannique. Au Manitoba, la hausse est un peu moins généralisée que dans les provinces voisines. Ailleurs au Canada, les rémunérations augmentent toujours à un rythme assez vif pour bien nourrir la consommation.

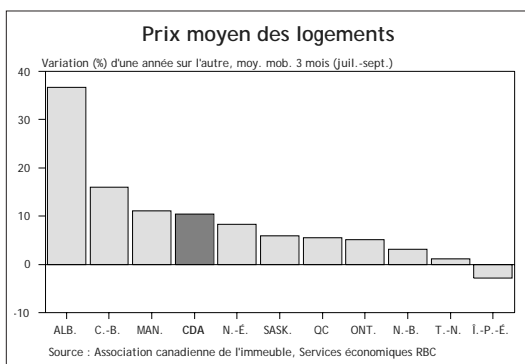
L'AMPLEUR DES DÉPENSES RÉGIONALES DÉPEND DES REVENUS PROVINCIAUX...



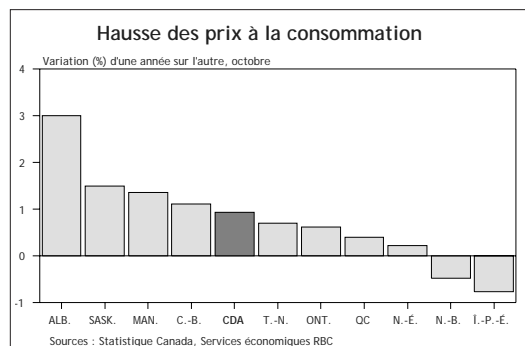
...DES DISPARITÉS ENTRE LES TAUX D'IMPOSITION PROVINCIAUX ...



...DE L'ACCUMULATION RÉGIONALE DE RICHESSE IMMOBILIÈRE...



..ET DES PRESSIONS SUR LES PRIX DANS LES ÉCONOMIES PROVINCIALES.



Disparités entre les taux d'imposition provinciaux

Si la progression du revenu a un effet déterminant sur les dépenses de consommation, celui des prélèvements fiscaux provinciaux n'est pas négligeable. L'économie albertaine, déjà survoltée, bénéficie du plus faible taux marginal d'imposition supérieur, à 39 %, fédéral et provincial combiné. Autrement dit, les Albertains conservent une plus grande part de leurs augmentations que les autres Canadiens. C'est Terre-Neuve qui a le taux le plus élevé, près de 48,6 %. À 46,4 %, l'Ontario dépasse tout juste la moyenne provinciale.

Les taxes sur les ventes au détail ont également une influence sur la consommation; or, elles varient sensiblement d'une province à l'autre. L'Alberta est la seule à n'en prélever aucune, et c'est là aussi que les ventes au détail croissent le plus rapidement. Pourtant, la province demeure celle qui dépend le moins de la consommation au Canada.

À l'autre extrémité du spectre, l'Île-du-Prince-Édouard est la province qui taxe le plus lourdement les ventes au détail bien que son économie soit plus tributaire qu'aucune autre de la consommation. Le mois dernier, la Saskatchewan a fortement réduit sa ponction fiscale sur la consommation en ramenant le taux de sa taxe de vente de 7 % à 5 %. Il est maintenant le plus faible du pays - si on exclut l'Alberta.

Effet de richesse immobilière régional

L'augmentation du prix de l'immobilier résidentiel stimule la consommation de diverses manières. D'abord, elle accroît la valeur nette immobilière dans laquelle les propriétaires peuvent puiser pour consommer davantage. Ensuite, le rythme accéléré des ventes et, partant, des transferts de propriété provoquent une augmentation des dépenses de rénovation et d'équipements ménagers, car la plupart des acheteurs, une fois installés, entreprennent des travaux pour adapter leur nouvelle demeure à leurs goûts.

C'est en Alberta et en Colombie-Britannique que les logements se sont le plus appréciés; la hausse annuelle des prix y a dépassé 10 %. Le marché secondaire reste très animé, donc favorable aux vendeurs, dans tout l'Ouest tandis que le Centre et l'Est sont le théâtre d'un atterrissage en douceur qui tempère la hausse des prix et le rythme des reventes. L'effet de richesse immobilière stimule donc plus fortement la consommation dans l'Ouest du pays.

Inflation faussant le tableau des ventes au détail

L'inflation tend à exagérer la progression des ventes au détail. Alors que la plupart des provinces enregistrent des hausses de prix assez raisonnables, de l'ordre de 2 %, cette année, l'inflation moyenne en Alberta frôle les 4 %. Précisons qu'elle semble un peu moins vive depuis quelques mois; en octobre, elle est tombée à 3 %, son niveau le plus bas depuis près d'un an.

Il demeure que le taux albertain est plus de deux fois supérieur à celui des autres provinces, ce qui gonfle d'autant le chiffre d'affaires des détaillants. La valeur nominale de leurs ventes augmente actuellement trois fois plus vite que la moyenne nationale (17 % d'une année sur l'autre en 2006). Même quand on retranche l'inflation, c'est-à-dire qu'on revient aux chiffres réels, l'Alberta affiche la croissance la plus dynamique, mais son avance se réduit.

Perspectives de croissance de la consommation et des ventes au détail

Les détaillants canadiens peuvent tabler sur une autre année de croissance ferme des ventes. À l'échelle nationale, la hausse d'une année sur l'autre s'établit

Indicateurs économiques actuels des provinces

Le mois le plus récent disponible, en % de variation de glissement annuel, désaisonnalisé si nd n'est pas indiqué

		Canada	T.N	I.P.É	N.É	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.B.
Marché de l'emploi												
Emploi (nd)	Oct-06	1.8	2.5	-0.7	-0.4	1.2	1.2	0.5	1.2	4.5	6.2	3.1
Population active (nd)	Oct-06	1.3	1.2	-0.7	-0.9	-1.5	0.5	0.4	0.8	3.1	5.1	2.7
Taux de chômage (en %)	Oct-06	6.2	14.2	11.1	8.2	8.1	7.7	6.4	4.4	3.9	3.0	4.6
Moy. des salaires hebdomadaires (nd)	Aug-06	1.7	2.7	2.3	2.9	2.6	3.2	0.7	1.9	1.0	2.9	0.7
Consommateurs et entreprises												
Ventes au détail (nd)	Sep-06	6.6	4.3	4.6	6.8	5.0	5.6	3.9	8.1	8.7	16.7	5.0
Ventes au détail sans les véhicules automobiles neufs (n	Sep-06	5.8	3.5	3.0	7.6	3.6	4.8	3.2	8.6	8.0	16.7	3.4
Véhicules automobiles neufs (nd)	Sep-06	11.3	11.8	24.9	0.6	18.2	11.2	7.7	5.0	13.8	17.0	17.7
Commerce de gros (nd)	Sep-06	3.2	1.7	2.2	5.4	1.8	1.0	3.1	-5.0	7.9	9.5	2.0
Mises en chantier	Oct-06	5.2	-28.0	-14.3	-16.3	-33.3	7.5	18.2	60.8	8.3	-4.7	-4.2
Ventes de logements existants (nd)	Sep-06	-9.0	14.4	10.7	-6.7	-6.3	-3.1	-7.9	-1.2	18.9	-2.6	-23.6
Permis résidentiels de bâtir	Sep-06	8.8	-40.8	22.2	0.0	-36.1	-20.5	-0.8	-3.5	85.2	45.4	8.3
Permis non-résidentiels de bâtir	Sep-06	18.5	36.0	454.1	-45.2	-37.1	20.2	-3.6	101.3	70.2	77.6	-10.6
Livraisons manufacturières (nd)	Sep-06	-5.0	-4.7	1.2	-14.4	-18.4	0.3	-9.2	0.3	-3.9	3.9	2.2
Faillites des entreprises (nd)	Sep-06	-13.6	50.0	0.0	87.5	7.7	4.3	-11.4	-25.0	-38.5	-56.6	-24.2
Faillites des consommateurs (nd)	Sep-06	-8.4	-15.4	-27.8	-21.2	-21.7	3.0	-3.0	-10.2	-43.2	-36.1	-13.0
Commerce international												
Exportations des marchandises	Sep-06	-4.5	-23.2	-9.0	-10.4	-17.6	8.5	-7.0	35.6	14.0	-9.6	-5.9
Importations des marchandises	Sep-06	1.0	-36.6	648.6	-6.9	-8.7	-2.8	1.1	7.0	19.3	22.2	2.0
Inflation												
IPC (nd)	Oct-06	0.9	0.7	-0.8	0.2	-0.5	0.4	0.6	1.4	1.5	3.0	1.1
IPC sans les aliments et énergie (nd)	Oct-06	1.8	2.0	1.2	1.2	1.2	1.3	1.2	2.3	1.8	5.2	1.7
IPC sans les abris (nd)	Oct-06	0.2	0.5	-0.2	0.2	-0.6	0.2	-0.2	0.8	0.7	0.3	0.8

Source: Statistiques Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble, Services économiques RBC

actuellement à 6,5 %. Toutes les provinces enregistrent une progression, mais leurs perspectives dépendent des spécificités régionales. L'Ouest devrait avoir les meilleurs taux de croissance du pays cette année et l'an prochain; ailleurs, les ventes au détail augmenteront à un rythme satisfaisant, mais inférieur à la moyenne.

Le bon élan économique de l'Ouest tiendra à la solidité de ses bases économiques, notamment au dynamisme de son marché du travail et à la forte augmentation des revenus. L'Alberta conservera la première place, mais sa part des ventes nationales demeurera de 15 % seulement. La Colombie-Britannique prendra probablement la deuxième place avec des hausses de plus de 6 % en 2006 et en 2007. Le Manitoba et la Saskatchewan peuvent également espérer de bons taux de croissance.

Moins favorisées, les économies des provinces centrales devront toujours composer avec des industries en crise, un marché immobilier qui s'essouffle et un marché du travail en perte de vitesse, mais l'Ontario et le Québec réussiront quand même à tirer leur épingle du jeu : le commerce de détail y croîtra d'environ 4 % en 2006 et 2007.

La région de l'Atlantique subissant le tassement le plus accentué, le développement des ventes au détail y sera inférieur à la moyenne nationale. Bien qu'elle soit plus tributaire qu'aucune autre de la consommation, elle enregistre à peine 7 % des ventes au détail canadiennes. La Nouvelle-Écosse aura les meilleurs taux de croissance

de la région grâce à la fermeté de son marché du logement. Le Nouveau-Brunswick peut tabler sur de bons chiffres parce que le bâtiment non résidentiel y connaît une expansion créatrice d'emplois qui stimule la consommation. Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard traîneront en queue de peloton encore l'an prochain.

La croissance des ventes au détail sera donc largement répartie. Cela donne à penser que les dépenses de consommation et, plus généralement, la demande intérieure demeureront un pilier essentiel de l'expansion économique canadienne. Le déséquilibre entre la demande intérieure, d'une vigueur remarquable, et le secteur extérieur, franchement anémique, est donc appelé à durer. Dans l'ensemble, les consommateurs canadiens continueront à dépenser même pendant la phase la plus éprouvante du ralentissement américain. À court terme, en effet, le dynamisme du marché de l'emploi, l'augmentation substantielle des salaires et la forte hausse des bénéfices alimenteront la demande intérieure, atténuant le repli causé par le recul des exportations.

Vue d'ensemble des tendances provinciales

